



**HAL**  
open science

# Le rôle des fondations philanthropiques dans la diplomatie culturelle des États-Unis après 1945 : le cas de l'Italie

Frédéric Attal

► **To cite this version:**

Frédéric Attal. Le rôle des fondations philanthropiques dans la diplomatie culturelle des États-Unis après 1945 : le cas de l'Italie. *Histoire@Politique*: revue du Centre d'histoire de Sciences Po, 2019, 38, 10.4000/histoirepolitique.4094 . hal-04501865

**HAL Id: hal-04501865**

**<https://uphf.hal.science/hal-04501865v1>**

Submitted on 12 Mar 2024

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

## Le rôle des fondations philanthropiques dans la diplomatie culturelle des États-Unis après 1945 : le cas de l'Italie

Les rôles respectifs de la diplomatie publique menée par le gouvernement des États-Unis<sup>1</sup> et des Fondations philanthropiques durant la guerre froide et la nature même de la politique menée par les deux institutions ont donné lieu à une double confrontation historiographique féconde qu'il convient de présenter brièvement. La première interprétation fait de la diplomatie culturelle étatsunienne l'instrument d'une influence à vocation hégémonique des champs académiques de tous les pays cibles de l'action de la diplomatie culturelle, un but que poursuivraient, *si l'on en croit cette thèse*, le Département d'Etat et les Fondations philanthropiques dans le domaine des sciences humaines et sociales. Postulant, comme le faisaient à leur origine les principales Fondations, que le rapprochement des différentes nations ou plus tard passe par une « compréhension mutuelle » de leurs élites<sup>2</sup>, les différentes institutions et pouvoirs engagés dans cette diplomatie culturelle travailleraient de concert à former les élites de tous les pays cibles dans un même moule où les sciences sociales joueraient un rôle clé. Ces « savoirs stratégiques »<sup>3</sup> participeraient en effet, *toujours selon cette thèse*, à une vision du monde commune, fondement d'une politique étrangère alignée sur celle des États-Unis. Une conquête du pouvoir par l'hégémonie culturelle à une échelle mondiale<sup>4</sup>. De l'hégémonie culturelle à l'américanisation, il n'y a évidemment qu'un pas et nombre d'historiens se sont penchés sur ce concept<sup>5</sup>.

Le second débat, étroitement lié au premier, concerne précisément les liens très étroits qu'entreprendraient, selon cette interprétation, le Département d'Etat et les fondations, qui

---

<sup>1</sup> Le Département d'Etat se dote en l'espace de moins de dix ans depuis la fin de la guerre d'un ensemble des services dédiés à la diplomatie culturelle. Citons les deux principaux en 1954 : l'United States Information Agency s'occupe de tout ce qui concerne l'action culturelle proprement dite, de la propagande à la diffusion de films, de livres, de journaux, la radio... et l'International Educational Exchange Service est dédié à la question des échanges de personnes (étudiants, enseignants, chercheurs, *leaders*). Sur la seule USIA, voir Wilson P. Dizard, *Inventing public diplomacy : the story of the US Information Agency*, Boulder, Lynne Rienner Publishers, 2004 et Nicholas Cull, *The Cold War and the USIA : American propaganda and public diplomacy, 1945-1989*, New York, Cambridge University Press, 2008.

<sup>2</sup> Voir sur point, entre autres, Giuliana Gemelli (dir.), *The Ford Foundation and Europe (1950's-1970's). Cross-fertilization of Learning in Social Science and Management*, Bruxelles, Presses interuniversitaires européennes, 1998 ; *Ead.*, *The Role of American Foundations in Europe : Grant-giving Policies, Cultural Diplomacy and Transatlantic Relations, 1920-1980*, Bruxelles, Peter Lang, 2003 ; *Fondazioni universitarie : radici storiche e configurazioni istituzionali*, a cura di Giuliana Gemelli, Bologne, Baskerville, 2005 ; Ludovic Tournès, *La philanthropie américaine et l'Europe : contribution à une histoire transnationale de l'américanisation*, mémoire en vue de l'Habilitation à Diriger des Recherches, Université de Paris I, 2008 ; Ludovic Tournès (dir.), *L'Argent de l'influence. Les fondations américaines et leurs réseaux européens*, Autrement, 2010 et *Id.*, *Sciences de l'homme et politique : les fondations philanthropiques américaines en France au XX<sup>e</sup> siècle*, Editions des Classiques Garnier, 2011.

<sup>3</sup> J'emprunte la notion de « savoirs stratégiques » à Dario Padovan (a cura di), *Saperi strategici. Le scienze sociali e la formazione dello spazio pubblico italiano tra le due guerre mondiali*, Milan, FrancoAngeli, 1999.

<sup>4</sup> L'un des tout premiers ouvrages à pointer la question de la conquête de l'hégémonie du monde intellectuel et politique par les fondations est Edward H. Berman, *The Influence of the Carnegie, Ford and Rockefeller Foundations on American Foreign Policy. The Ideology of Philanthropy*, Albany, State University of New York Press, 1983. Plus récemment, proposant une lecture gramscienne de l'influence des fondations, Inderjeet Parmar, *Foundations of the American Century : The Ford, Carnegie, and Rockefeller Foundations and the Rise of American Power*, New York, Columbia University Press, 2012.

<sup>5</sup> Stephen Alexander (ed), *The Americanization of Europe : culture, diplomacy, and anti-Americanism after 1945*, New York, Berghahn Books, 2007 ; voir aussi pour la France Richard F., *Kuisel Seducing the French : the Dilemma of Americanization*, Berkeley, University of California Press, 1993 ; Brian Angus McKenzie *Remaking France. Americanization, Public Diplomacy, and the Marshall Plan*, New York Oxford, Berghahn Books, 2005 ; pour l'Allemagne, Stephen Alexander (ed), *Americanization and Anti-Americanism. The German Encounter with American Culture after 1945*, New York, Berghahn Books, 2008.

partageraient cette stratégie concertée définie précédemment<sup>6</sup>. Sans épouser la vision quelque peu complotiste proposée par Frances Stonor Saunders<sup>7</sup>, il est légitime de se poser la question de savoir si, dans certains cas, la politique de subvention d'institutions universitaires ou de groupes intellectuels obéissait un objectif commun de la diplomatie et des organismes philanthropiques, étant donné les nombreuses passerelles entre ces deux mondes, loin d'être étanches<sup>8</sup>. Pour Giles Scott-Smith, en dépit de liens étroits, le Département et les fondations ont leurs propres objectifs, indépendants les uns des autres<sup>9</sup>.

Cet article a pour but de proposer un exemple de diplomatie culturelle étatsunienne à travers le cas italien et de voir si, en effet, Département d'Etat et fondations philanthropiques partageaient le même dessein, et si ce dessein consistait réellement à influencer le monde académique et intellectuel italien et le système de formation des élites italiennes. La réponse, on le verra, est très nuancée.

La politique des États-Unis à l'égard de l'Italie a depuis longtemps fait l'objet de multiples recherches dans le cadre de la guerre froide<sup>10</sup>. La diplomatie culturelle des États-Unis en Italie a inspiré plusieurs ouvrages importants<sup>11</sup>, sans parler des multiples études de la diplomatie culturelle des États-Unis durant la guerre froide<sup>12</sup>. Giuliana Gemelli s'est, elle, pen-

---

<sup>6</sup> Frank A. Ninkovich, *The diplomacy of ideas. U.S. foreign policy and cultural relations, 1938-1950*, Cambridge University Press, 1981 ; Yves Dezalay, « Les courtiers de l'international. Héritiers cosmopolites, mercenaires de l'impérialisme et missionnaires de l'universel », *Actes de la recherche en sciences sociales*, numéros 151-152, mars 2005, p. 5-35. Les principales fondations philanthropiques sont la fondation Rockefeller, créée avant la Grande Guerre et dont l'action en faveur du développement des sciences sociales aux États-Unis et dans le monde remonte à l'entre-deux-guerres et la fondation Ford, née en 1936, mais dont l'action principale se déroule à partir de la guerre froide et qui entend développer entre autres les « sciences du comportement » (*Behavioral studies*).

<sup>7</sup> Frances Stonor Saunders, *Who Paid the Piper? The CIA and the Cultural Cold War*, Granta Books, 1999.

<sup>8</sup> Ninkovitch a très tôt montré comment les principes de la diplomatie culturelle s'inspiraient très clairement de la politique menée par la Carnegie puis par la Fondation Rockefeller depuis le début du XX<sup>e</sup> siècle et singulièrement dans l'entre-deux-guerres.

<sup>9</sup> Giles Scott-Smith, *Networks of Empire. The US State Department's Foreign Leader Program in the Netherlands, France and Britain 1950-70*, Bruxelles, Peter Lang, 2008, p. 91.

<sup>10</sup> Pour la très longue bibliographie sur le sujet, voir l'article de Mario Del Pero *ibidem*.

<sup>11</sup> Voir entre autres, John L. Harper, *America and the Reconstruction of Italy, 1945-1948*, Cambridge, Cambridge University Press, 1986 ; Alessandro Brogi, *A Question of Self-Esteem : the United States and the Cold War Choices in France and Italy, 1944-1958*, Westport, Prager, 2002 et *Id.*, *Confronting America. The Cold War between the United States and the Communists in France and Italy*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 2011 ; Luigi Bruti Liberati, *Words, words, words. La guerra fredda dell'USIS in Italia, 1945-1956*, Milan, Cuem 2004 ; Simona Tobia, *Advertising America : the United States Information Service in Italy (1945-1956)*, Milan, LED, 2008 ; Kaeten Mistry, *The United States, Italy and the Origins of Cold War : Waging Political Warfare, 1945-1950*, Cambridge, Cambridge University Press, 2014.

<sup>12</sup> Parmi les ouvrages « généraux » les plus récents, sans même citer ceux qui traitent d'une aire géographique particulière, Volker R., Berghahn, *America and the Intellectual Cold Wars in Europe. Shepard Stone between philanthropy, academy, and diplomacy*, Princeton, Princeton University Press, 2001 ; Liping Bu, *Making the World Like US : Education, Cultural Expansion and the American Century*, New York, Prager, 2003 ; Scott-Smith Giles and Hans Krabbendam (eds), *The cultural Cold War in Western Europe 1945-1960*, London, Frank Cass, 2003 ; Joseph Nye, *Soft power. The Means to Success in International Relations*, New York, Public Affairs Press, 2004 ; Richard T Arndt., *The First Resort of Kings : American Cultural Diplomacy in the Twentieth Century*, DC, Potomac Books, 2005 ; Stephen Alexander (ed), *The Americanization of Europe : culture, diplomacy, and anti-Americanism after 1945*, New York, Berghahn Books, 2007 ; Richmond Yale, *Practicing Public Diplomacy. A Cold War odyssey*, New York, Berghahn Books, 2008 ; Michael Cox and Inderjeet Parmar, *Soft Power and US Foreign policy : theoretical, historical and contemporary perspectives*, London, New York, Routledge, 2010 ; Kenneth A. Osgood and Brian C. Etheridge, *The US and public diplomacy : new directions in cultural and international history*, Leiden, M. Nijhoff, 2010 ; Nancy Snow, *Propaganda Inc. : Selling America's Culture to the World*, New York, Seven Stories Press, 2010 ; Peter Romijn, Giles Scott-Smith, Joes Segal, *Divided Dreamworlds : The Cultural Cold War in East and West*, Amsterdam University Press, 2012 ; Justin Hart,

chée sur la politique des fondations Rockefeller et Ford tant en France qu'en Italie<sup>13</sup>. Un certain nombre de ses problématiques ont été reprises ces dernières années appliquées à plusieurs cas de figure<sup>14</sup>.

L'Italie est un très bon laboratoire d'étude pour plusieurs raisons : considérée comme un maillon faible de l'alliance atlantique par le Département d'Etat, son système d'éducation et son niveau de recherche dans les domaines clés des sciences sociales est analysé avec une sévérité relative par les fondations. D'où la conclusion, qu'il serait tentant de tirer de façon quelque peu précipitée, que l'Italie, du fait de son retard dans le domaine, entre autres, des sciences politiques ou de l'étude de relations internationales, serait une page blanche sur laquelle les États-Unis auraient prescrit ces nouveaux champs académiques, en auraient formulé la conception, voire rédigé les cursus mêmes. La tentation est grande surtout lorsque l'on sait que Bologne est la ville européenne choisie pour accueillir une antenne de la *School of Advanced International Studies* (Washington, Johns Hopkins University) : un centre universitaire américain spécialisé dans les études internationales, savoir stratégique s'il en est, au cœur d'un bastion communiste. Pourtant, si l'on remet en perspective le cas de l'Italie en le comparant par exemple à celui de son voisin français, de fortes similitudes apparaissent qui nuancent fortement, et l'idée d'américanisation des savoirs académiques, et l'idée d'une démarche parallèle et convergente entre la diplomatie culturelle du Département d'Etat et les fondations philanthropiques.

L'analyse proposée ici reprend les diagnostics différents de la situation italienne (système d'éducation, recherche) portés par les acteurs de la diplomatie culturelle et ceux des fondations, présente un panorama de l'intervention des fondations et du Département d'Etat – avec dans certains cas un contre-point français – pour montrer à la fois les divergences de stratégie entre ces acteurs et la faiblesse du concept d'américanisation<sup>15</sup>.

### *Des diagnostics non dissemblables de l'état intellectuel de l'Italie après la guerre*

---

*Empire of Ideas : The Origins of Public Diplomacy and the Transformation of U. S. Foreign policy*, Oxford, Oxford University Press, 2013

<sup>13</sup> Sur l'Italie, outre les ouvrages cités plus haut qui offrent quelques cas d'étude (Giuliana Gemelli, « The Origins of the Olivetti Foundation and the Development of Social and Political Sciences in Italy during the Sixties », dans *Ead.*(dir.) (1998), *The Ford Foundation and Europe (1950's-1970's)*, *op. cit.*, p. 97-136), voir *Ead.*, « The Ford Foundation and the Development of Social and Political Sciences in Italy (1954-1973) » in Giuliana Gemelli (ed.), *Big Culture. Intellectual Co-operation in Large-Scale Cultural and Technical Systems*, Bologne, CLUEB, 1994, p. 61-116 ; Gemelli Giuliana, « Isole senza arcipelago. Le fondazioni americane e lo sviluppo delle scienze sociali in Italia (1950-1970) », dans *Immagini a confronto. I rapporti culturali tra Italia e Stati Uniti : la percezione della realtà fra stereotipo e mito*, a cura di Carlo Chiarenza e William L. Vance, Commissione per gli Scambi Culturali tra l'Italia e gli Stati Uniti, Venice, 1993, p. 189-206 ; Giuliana Gemelli, « La recherche en dehors de l'Université dans l'Italie des années soixante et soixante-dix : le cas des sciences sociales », *La Revue pour l'histoire du CNRS*, N°3 - Novembre 2000, [En ligne], mis en ligne le 20 juin 2007. URL : <http://histoire-cnrs.revues.org/document2922.html>.

<sup>14</sup> Voir entre autres Frédéric Attal, « L'Institut Croce, la revue « Nord e Sud » et la diplomatie culturelle des fondations américaines (1946-1964). Histoire, sciences sociales et 'guerre froide culturelle' dans le Mezzogiorno italien » dans *Storiografia. Rivista annuale di storia. Anno XIV*, 14, 2010, p. 9- 178 ; *Id.*, « Reconstruire l'Europe intellectuelle : les Fondations Rockefeller et Ford et les sciences sociales en Italie, 1945-1970 » dans Ludovic Tournès, *L'Argent de l'influence*, *op. cit.*, p. 143-163 ; Andrea Mariuzzo, *Una biografia intellettuale di Mario Einaudi : cultura e politica da sponda a sponda*, Florence, Olschki, 2016.

<sup>15</sup> Au concept d'américanisation, dont on sait qu'il est critiqué tant dans les travaux de Ludovic Tournès et pour l'Italie, ceux de Giuliana Gemelli (voir bibliographie *infra*), s'est substitué depuis plusieurs années celui d'occidentalisation (voir par exemple, G. Bernardini, « 'Americanizzazione' » e/o 'Occidentalizzazione' della Repubblica federale tedesca », dans *Contemporanea*, 4, 2012, pp. 157-172). De fait, si l'on regarde la question des sciences politiques, il s'agit bien d'une circulation d'un savoir académique entre les deux rives de l'Atlantique partant des réfugiés antinazis allemands aux États-Unis. Le terme d'occidentalisation toutefois me paraît moins précis que celui de fertilisation croisée ou de co-production.

Un bref rappel du conteste politique italien et de la politique étatsunienne est nécessaire. En 1948, la Démocratie chrétienne a remporté la majorité absolue des sièges à l'Assemblée des députés aux élections législatives d'avril. L'alliance du PCI et du PSI est défaite. Les États-Unis, persuadés d'avoir joué un rôle crucial dans cette victoire, ne sont pas rassurés pour autant<sup>16</sup>. Le climat de tension sociale – grèves et répression à Modène en 1950, problème structurel du Midi Italie – fait craindre une poussée communiste et socialiste aux prochaines élections (1953)<sup>17</sup>. L'Italie fait partie de la « périphérie cruciale » à partir de 1951, c'est-à-dire des pays non inclus dans l'orbite soviétique mais que leur position rend décisifs dans le cadre de l'alliance des pays libres (France, Italie, RFA)<sup>18</sup>. Le Département d'État affirme alors plus clairement son intention d'exercer une influence, et surtout de « construire la confiance en la domination américaine », comme l'écrit un rapport préparé par l'United States International Information and Educational Exchange Program, créée en 1950, dépendante du Département d'État et qui propose des plans d'action ciblés de diplomatie culturelle. Le même rapport décrit l'Italie comme manquant d'un esprit démocratique d'où sa fragilité face à la menace communiste<sup>19</sup>. Plus explicitement, dans un document datant de décembre 1952 (toujours de l'USIE), il est dit que les États-Unis exercent un « leadership intellectuel responsable, produisant une pensée constructive à travers un large spectre de disciplines intellectuelles »<sup>20</sup>. À une propagande imprimée de l'extérieur – avec les outils bientôt traditionnels que sont la radio, le livre, les documentaires filmés et l'application des nouvelles théories de la « guerre psychologique » (*psychological warfare*)<sup>21</sup> – s'ajoute une action de l'intérieur, une influence qui cette fois passe par la pensée. Le modèle étatsunien, ses réalisations, son habitus deviennent le fondement de toute perspective de progrès démocratique, scientifique, économique et social dans les pays qui accepteraient désormais de s'ouvrir à cette influence – dont, bien sûr, l'Italie. Il faut en effet convaincre « les Italiens de la maturité de la pensée démocratique américaine (intellectuelle, politique, économique et sociale »)<sup>22</sup>. Une action en profondeur visant les élites dirigeantes italiennes, quel que soit leur secteur d'intervention (économie, médias, Universités...), doit être menée. Le mot même d'endoctrinement figure textuellement à la tête d'un paragraphe concernant les activités de l'USIS (US Information Service)

<sup>16</sup> Voir Kaeten Mistry, *The United States, Italy and the Origins of Cold War : Waging Political Warfare, 1945-1950*, Cambridge, Cambridge University Press, 2014.

<sup>17</sup> Voir entre autres pour les ouvrages les plus récents : Voir entre autres, pour les ouvrages les plus récents : Alessandro Brogi, *L'Italia e l'egemonia americana nel Mediterraneo 1945-1958*, Firenze, La Nuova Italia, 1996 ; *Id.*, *A Question of Self-Esteem : the United States and the Cold War Choices in France and Italy, 1944-1958*, Westport, Prager, 2002 ; Mauro Campus, *Gli Stati Uniti il piano Marshall e l'Italia* prefazione di Ennio di Nolfo, Bari-Roma, Laterza, 2008 ; Mario Del Pero, *L'alleato scomodo. Gli USA e la DC negli anni del centrismo (1948-1955)*, prefazione di Federico Romero, Rome, Carocci, Fondazione Istituto Gramsci, 2001 *Id.*, « Containing Containment: Rethinking Italy's Experience During the Cold War », *Journal of Modern Italian Studies*, n° 4, October-December 2003, p. 532-555 ; *Id.*, « L'Italia e le comunità atlantica », dans *La prima legislatura repubblicana. Continuità e discontinuità nell'azione delle istituzioni*, a cura Ugo De Siervo, Sandro Guerrieri, Antonio Varsori, vol. primo, Rome, Carocci, 2004, p. 207-219.

<sup>18</sup> Simona Tobia, *Advertising America: the United States Information Service in Italy (1945-1956)*, Milan, LED, 2008.

<sup>19</sup> National Archives and Record Administration (désormais NARA), RG [Record Group] 59, 511. 65, Decimal file, 1950-54, 511.65 / 6-3050. Le rapport n'est pas signé, mais c'est le plus souvent la synthèse des rapports envoyés par l'ambassade des États-Unis à Rome, de l'ambassadeur et de ses conseillers.

<sup>20</sup> Programme de l'USIE pour l'Italie en 1952, 511.65 / 2-652 et Country plan for Italy, 511.65 / 5-2953, *ibidem*.

<sup>21</sup> Mario Del Pero, «The United States and Psychological Warfare in Italy», *The Journal of American History*, 4, March 2001, pp.1304-1334. Voir aussi Maria Elena, Guascone *L'altra faccia della medaglia. Guerra psicologica e diplomazia sindacale nelle relazioni Italia-Stati Uniti durante la prima fase della guerra fredda, 1947-1955*, Soveria Mannelli, Rubettino, 1999.

<sup>22</sup> USIE, 1950 dans NARA, RG 59, 511. 65, Decimal file, 1950-54, 511.65 / 6-3050.

en Italie et plus particulièrement la façon dont les candidats à une bourse Fulbright doivent être préparés<sup>23</sup>.

La relation établie dans les plans d'action concernant l'Italie, entre l'absence d'esprit démocratique et une imposition du modèle prescripteur des États-Unis trouve son fondement et sa justification dans la cible choisie – les élites fautives quant au premier point (esprit démocratique) et inévitables « cobayes » dans le cadre d'une transformation de l'habitus culturel et d'une rééducation intellectuelle. Un cadre non contraignant de cette diplomatie culturelle est envisagé dans une perspective de très long terme, qui justifie que l'on parle de « pouvoir doux ». Au-delà du constat objectif sur les faiblesses italiennes qui relèvent d'insuffisances naturelles (ressources naturelles) ou des conséquences politiques de la chute du fascisme et de la guerre (perte des colonies), un nouveau rapport du département d'Etat de 1955<sup>24</sup> pointe l'absence d'une conscience civique allant de pair avec l'orgueil nationaliste : naît alors la thématique du familialisme amoral<sup>25</sup>, ajoutée à un certain nombre de lieux communs sur le manque de cohésion sociale en Italie. Plus intéressante encore, l'insistance sur le sentiment de supériorité culturelle propre à l'Italie, une qualité ou un défaut qu'elle partage avec la France, en raison de l'influence avérée des intellectuels et de leur position importante dans la société, comparativement à d'autres pays.

L'économie est l'autre source de préoccupation de la diplomatie américaine. Une nouvelle fois les élites sont en cause. Cette fois il s'agit des grands patrons, qui seraient fort éloignés des techniques modernes de production, de marketing et mais aussi des principes avancés de gestion des relations dans l'entreprise – une analyse dans le droit fil des conclusions des missions de productivité en Europe, Royaume-Uni inclus<sup>26</sup>. Mais le terrain italien – des hommes d'affaires formés à l'époque préfasciste – paraît plus ardu à conquérir qu'ailleurs. Seule la nouvelle génération de techniciens formés à l'IRI, des experts et grands commis de l'État, ont l'heur de plaire aux conseillers économiques et diplomatiques américains en Italie<sup>27</sup>.

La grille de lecture et l'analyse que révèlent ces rapports sont sans doute plus significatives encore que les constats décrits, quand bien même ces observations reposent sur un fond de vérité. Elles reflètent d'une part les observations établies avant-guerre par des universitaires étatsuniens passés par les grandes fondations philanthropiques ouvertes sur l'Europe et désireuses d'en perfectionner le système de formation des élites aussi bien que de moderniser les outils d'analyse économiques, sociologiques et politiques. Elles projettent aussi des convictions fondées sur la croyance en un modèle américain qui explique sa suprématie technologique, scientifique, économique et sociale. Un modèle lui aussi élaboré empiriquement à

<sup>23</sup> Simona Tobia, *Advertising America, op. cit.*, p. 228 et USIS Cultural Affairs Policy (1952) dans NARA, RG 59, 511.65, Decimal file, 1950-54, 511.65 / 12-552.

<sup>24</sup> « Country action plan for USIS-Italy », 30 août 1955, dans RG 84, Records of the Foreign Service Posts of the Department of State. Italy. Rome Embassy. Records of Clare Boothe-Luce, 1955-1957, Box 8, Folder USIE 1955.

<sup>25</sup> Le familialisme amoral est un concept inventé par Edward Banfield (1958) qui entendait démontrer que dans les familles italiennes méridionales, les solidarités familiales l'emportaient sur l'esprit civique ou le respect des lois. Pour une évaluation critique récente voir Emanuele Feragina, *Il fantasma di Banfield : una verifica empirica della teoria del familismo amorale*, « Stato e Mercato », 2, 2011, pp. 283-312.

<sup>26</sup> Voir sur ce point par exemple Dominique Barjot, Christophe Réveillard, *L'Américanisation de l'Europe occidentale au XXe siècle. Mythe et réalité*, Paris, Presses Universitaire de Paris-Sorbonne, 2002.

<sup>27</sup> Sur toutes ces questions (regard américain sur le monde des affaires italiens, tentative d'introduire la question des relations humaines...), voir les travaux de Ferruccio Ricciardi : entre autres, *L'importation du 'modèle américain' et son aménagement : politique économique, cadres dirigeants et gestion d'entreprise à l'époque du long plan Marshall (1948-1950)*, thèse de doctorat soutenu en 2007 (Lille, ANRT, 2014) et « Les techniques managériales à l'heure de la guerre froide : la parabole des 'relations humaines' dans l'Italie des années 1950 » dans P. Gonzalez Bernaldo et Liliane Hilaire-Perez (dir.), *Les savoirs-monde. Mobilités et circulation des savoirs depuis le Moyen-Age*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2015, p. 287-300.

la suite de la crise économique, dans les grandes Universités de la côte Est ou de Californie, les fondations puis les services de l'administration démocrate – pas uniquement ceux de la diplomatie – qui ont accueilli ces nouveaux experts, singulièrement depuis le début des années quarante<sup>28</sup>. Le schéma est celui-ci : la résolution des grands problèmes structurels économiques ne peut qu'améliorer la situation sociale d'un pays considéré comme « en retard », affermir alors l'esprit démocratique et réduire nécessairement l'influence communiste. Le modèle pour résoudre ces problèmes économiques et démocratiser la société et les institutions peut être les États-Unis.

Bien que nuancé, le diagnostic posé par la Fondation Rockefeller qui, depuis l'entre-deux-guerres cherche à élever le niveau des Universités européennes par un rapprochement de ses élites de chaque côté de l'Atlantique, relève les mêmes insuffisances italiennes. Celles-ci sont davantage soulignées encore par la fondation Ford. Le renouvellement des disciplines induit par la crise des années trente est à son apogée aux États-Unis : économétrie, économie du développement, sociologie politique, relations internationales... tout ce qui devrait nourrir les Universités européennes. Celles d'Italie cumulent un certain nombre de retards. En premier lieu, un manque criant de lien entre théorie et pratique, entre recherche et connaissance empirique de la réalité des structures et du fonctionnement de l'économie italienne, préjudiciables à toute réforme de ces structures et de ce fonctionnement. C'est pour pallier ce manque que la fondation Rockefeller décide de subventionner un Centre de recherche attaché à l'Université de Gênes qui se destine à étudier la question des monopoles en Italie – prémisse d'une politique visant à les démanteler<sup>29</sup>. Le deuxième objectif poursuivi par les fondations, une fois encore dans le domaine économique et des sciences sociales est d'encourager les universitaires à entreprendre des recherches planifiées et systématiques, en un mot à travailler sur le long terme et en équipe. *A priori*, cet objectif s'éloignerait du précédent qui exigeait de répondre à une demande urgente des pouvoirs publics, mais en réalité, la logique qui prévaut est la même : il s'agit de se mettre au service du pays, mais dans une optique cette fois plus macro-économique, ou « macro-politique » – quand il s'agit de justifier le développement des sciences politiques. En conséquence, le troisième objectif est d'encourager des méthodes de recherche plus quantitatives, en premier bien sûr dans le domaine de l'économie, mais pas seulement. Les sciences politiques font l'objet de mêmes remarques critiques quant à leur aspect trop théorique et pas assez pratique<sup>30</sup>.

Il est intéressant de noter que les objectifs concernant la France ressemblent fortement à ceux de l'Italie en ce qui concerne et le diagnostic et les solutions à apporter à l'étude de l'économie. Dans le cas français est également souligné l'aspect trop théorique des études d'économie en France, rarement dirigées vers l'immédiate résolution de problèmes. Or la division des Affaires Internationales de la fondation Ford (IA) veut encourager les sciences sociales à des fins pratiques. La France a besoin de réformes économiques (et notamment de développer ses « déserts » dans l'Ouest et le Sud-Ouest du pays). Les prémisses sont

<sup>28</sup> Ajoutons que les préoccupations des officiers américains pour le système éducatif italien ne datent pas de la guerre froide mais accompagnent les troupes américaines et les envoyés de l'OSS en Italie dès 1943 (voir sur ce point Steven White, *Progressive Renaissance : America and the reconstruction of Italian education 1943-1962*, Emiliana P. Noether Editor, University of Connecticut, 1991).

<sup>29</sup> Rockefeller Archive Center, Sleepy Hollow, Rockefeller Foundation Archives (RF), Record Group 1. 2., Série 751 s, Box 25, folder 18

<sup>30</sup> Voir à ce propos l'analyse qui est faite des cursus de sciences politiques en Italie à travers la subvention accordée par la fondation Rockefeller à l'Université de Turin (Giovanni Sartori) : « Political science in Italy shows signs of an important reawakening in the rise, following World War II, of a few major centers of serious research. These efforts have in common a concern with the necessary relationship between Italy's cultural and philosophical tradition and careful research on the living realities of the Italian political scene. They involve the study of political behavior and practice as it manifests itself in the conduct of legislatures, political parties, and administrative agencies, rather than the development of pure theory divorced from practice » dans RAC, RF, RG 1. 2., 751 Italy, 751 University of Florence, box 15, folder 178 (Feb. 21<sup>st</sup>, 1957).

l'accumulation d'études et de statistiques pour permettre une meilleure orientation du potentiel économique français<sup>31</sup>.

Les changements à opérer dans la formation des élites sont le corollaire du diagnostic touchant cette fois l'absence de cursus en sciences sociales. Les sciences politiques sont particulièrement visées, comme on vient de le voir, très peu enseignées dans un pays où l'étude des partis et des comportements politiques est cruciale pour mieux comprendre – et contrer – les extrêmes i. e. le PCI et ses alliés<sup>32</sup>. Empirisme et recherche appliquée sont de nouveau mis en avant. La réforme du système de formation des élites ne doit pas être comprise comme une exigence exclusive de la diplomatie culturelle des États-Unis. Du côté italien, aussi bien dans le monde universitaire qu'en dehors, des groupes d'intellectuels, d'administrateurs, de cadres dirigeants d'entreprises comme des journalistes influents, des syndicalistes et des politiques ne cachent pas leur intérêt à secouer le système universitaire italien, prisonnier à la fois d'une structure héritée de l'Unité et des réformes opérées sous l'ère fasciste, notamment par le philosophe Gentile, qui en ont accentué certains défauts : hégémonie des humanités classiques et singulièrement la philosophie du droit sur les sciences sociales, refus de la sociologie, un enseignement d'économie exclusivement ou presque consacré à l'économie politique... Les interlocuteurs des représentants américains sont plus sévères que ces derniers, notamment les officiels des Fondations, à l'exemple de Fabio Luca Cavazza, chef de file des universitaires et autres intellectuels d'*Il Mulino*, bien décidés à devenir le centre moteur de la sociologie et des sciences politiques italiennes<sup>33</sup>. Pourtant la situation est plus fluide que le laisse entendre le rapport rédigé par Cavazza<sup>34</sup>. La sociologie par exemple commence à avoir droit de cité dans le monde universitaire italien et pas seulement. L'Université catholique de Milan dirigé par Agostino Gemelli a commencé à la développer, une façon de tourner le dos à la tradition académique d'inspiration libérale et laïque italienne. L'entrepreneur Adriano Olivetti a son propre centre, mais son cas est particulier en raison des liens étroits qu'il entretient avec le modèle d'outre-Atlantique. Florence enfin possède une faculté des sciences politiques, certes compromise avec le fascisme. Il existe donc des bases solides sur lesquels d'ailleurs les Fondations ne se sont pas privées de s'appuyer (voir plus loin).

Si l'on regarde maintenant le domaine plus sensible encore de l'éducation – primaire et secondaire –, qui intéresse plus particulièrement l'USIS, le constat est cette fois sans appel. Le système scolaire italien, fondé à la fois sur les humanités et sur l'enseignement théorique et sur l'ambition de former des cols blancs et des membres de l'élite dirigeante en admi-

---

<sup>31</sup> RAC (Rockefeller Archives Center), Sleepy Hollow (NY), Ford Foundation records, Grants L-N (FA732E) National Foundation of Political Science (*Reel* 05800116) 1958 March 31-1963 March 30, section 1, Grant-in-aid, 12 décembre 1957. Lors de la discussion, les officiers de la FF observent ceci : « From a point of view of human and economic resources, France is a wealthy country. Because of the need for constitutional and economic reforms, however, she continues to represent one of the weakest areas of Western Europe. The economic compartmentalization of France has been and remains a major obstacle to the better utilization of French resources ».

<sup>32</sup> Les premières études empiriques menées par un Italien (le fils de Luigi Einaudi) ont précisément concerné les partis communistes, études financées par la fondation Rockefeller (Andrea Mariuzzo, «La riflessione sul comunismo nella French-Italian Inquiry di Mario Einaudi (1951-1955)», *Storia e Problemi contemporanei*, 57, 2011, pp. 39-54). Mario Einaudi qui a étudié à la London School of Economics a fui le fascisme et s'est installé aux États-Unis où il enseigne les sciences politiques à Cornell.

<sup>33</sup> Francesco Bello, *Fabio Luca Cavazza. La nuova frontiera e l'apertura a sinistra. Il Mulino nelle relazioni politico-culturali tra Italia e Stati Uniti (1955-1963)*, Naples, Gianini editore, 2015. Cavazza est diplômé en droit de l'Université de Bologne et fondateur de la revue *Il Mulino* en 1951. Cette revue et la maison d'édition homonyme deviennent rapidement l'une des actrices principales de la production et de la diffusion de la sociologie et des sciences politiques en Italie, nettement engagée en faveur de l'alliance atlantique et du fédéralisme européen.

<sup>34</sup> Le rapport se trouve dans RAC, Ford Foundation records, Grant 58-213. Section 4, mémorandum envoyé le 29 octobre 1956 par Cavazza à Waldemar Nielsen.



nistration et gouvernement, ne s'est jamais soucié de former des personnes semi-qualifiées et plus généralement des personnes aptes à travailler dans une société modernisée et technologique que l'on a jamais anticipée. Le système scolaire italien ne forme pas assez de scientifiques et d'ingénieurs. Les chômeurs ont un niveau de diplôme plus élevé que les autres, précisément parce qu'ils viennent de l'enseignement classique et se retrouvent sans travail. Il n'existe pas de formation à l'enseignement et celui-ci, purement magistral, ne permet aucune participation des élèves<sup>35</sup>.

Le rapport influence durablement deux aspects au moins de la diplomatie publique. Le premier concerne le soin mis à inviter régulièrement instituteurs et institutrices à visiter les États-Unis, enquêter sur le système scolaire et s'enquérir de la pédagogie mise en œuvre. Le second est, à l'autre bout du cursus, de modifier, comme on l'a vu, le socle des enseignements de haut niveau en y introduisant plus d'empirisme (contre la théorie) et de savoirs pratiques – sciences sociales – contre le trop plein d'humanités.

### *Divergences et convergences de stratégies*

Sans revenir sur les liens incestueux évidents entre les deux mondes – diplomatie publique et fondations – marqués par une très forte porosité des frontières (les passerelles entre les fondations et la diplomatie sont une constante depuis le rôle joué par les dirigeants de la Carnegie dans la définition de la politique étrangère américaine au début du XX<sup>e</sup> siècle)<sup>36</sup>, il paraît nécessaire de nuancer fortement l'idée d'une action systématiquement conjointe des fondations et du Département d'Etat et ce, en raison avant tout d'une vision stratégique différente qui peut se résumer en cette formule : les premières envisagent le long terme et agissent sur une courte période ; le second agit dans l'immédiat et répète son action sur le long terme.

Commençons par les actions conjointes. Le Département et les Fondations partagent un certain nombre de projets. Le plus important est celui de l'antenne bolonaise de la *School of Advanced International Studies* de Washington, elle-même émanation de la Johns Hopkins University de Baltimore. Alors même que les collèges universitaires américains sont nombreux en Europe, le projet d'une institution délivrant le grade de master, qui plus est dans la plus ancienne ville universitaire européenne, répond clairement au besoin d'élever la recherche dans le domaine des affaires internationales – diplomatie, histoire, commerce international... – mais aussi des *area studies* au niveau des meilleures universités de la côte Est, en présentant un modèle prescripteur. Le siège est italien, mais les pays concernés sont les trois principales puissances formant la CECA auxquelles vient s'ajouter l'Autriche en 1955. Initiative du professeur d'histoire diplomatique de la SAIS de Washington, Grove Haines, le centre bolonais reçoit d'abord le soutien de l'USIS puis directement du Département d'État en bénéficiant d'un financement voté par le Congrès destiné aux institutions américaines à l'étranger de niveau *postgraduate*. En décembre 1962, la Fondation Ford accepte de prendre partiellement le relais du Département d'État et de l'USIS, dans le cadre d'une action destinée à renforcer la communauté atlantique. Opération conjointe en apparence, mais qui cache des divergences de vues grandissantes, particulièrement dans les années soixante, entre la stratégie générale de la Fondation consciente de la crise de l'atlantisme et qui veut partiellement recentrer son action sur des objectifs plus scientifiques et le Département d'État dont les objectifs politiques et diplomatiques sont évidemment premiers. Si le centre bolonais continue de fonctionner et a contribué à former des élites internationales économiques, intellectuelles, univer-

<sup>35</sup> Rapport rédigé par Julio L. Bortolazzo, président du Stockton College (Californie) et consulté dans Ford Foundation records, Grant 57-100, « Il Mulino ».

<sup>36</sup> Dean Rusk a été président de la fondation Rockefeller avant de devenir secrétaire d'Etat de Kennedy, et inversement McGeorge Bundy, conseiller spécial de Kennedy devint en 1966 président de la Fondation Ford.

sitaires et diplomatiques transatlantiques, il est toutefois difficile de parler d'une influence significative dans le paysage académique italien voire européen<sup>37</sup>.

Il en est de même pour la tentative pour créer un « Centre pour les études sur l'économie du développement ». L'initiative est cette fois exclusivement privée. L'Association pour le développement industriel du Mezzogiorno existait certes depuis 1946 comme émanation directe des organismes étatiques créés sous le fascisme et perdurant sous la République grâce à la continuité de ces nouveaux commis d'État formés durant le régime et très influents au moins jusqu'aux années 80. Mais la volonté d'y greffer un Centre scientifique dont la vocation est clairement d'impulser une rapide et ambitieuse mise à niveau des cursus d'économie en Italie, fondée entre autres sur l'usage de l'économétrie, revient à un ancien *fellow* de la Fondation Rockefeller, professeur à Harvard (Paul Rosenstein Rodan) soutenu sans hésitation aucune par la Fondation Ford. La diplomatie n'est toutefois pas loin. Le Centre a en effet vocation à former à l'économie du développement étudiants et administrateurs du bassin méditerranéen, là où les besoins de développement sont les plus criants, nécessitant expertise et volontarisme politique. L'insistance de l'ambassade d'Italie à Washington auprès du représentant de la fondation Ford pour que le projet soit mené à bien témoigne de la stratégie de pénétration italienne au Maghreb et au Proche-Orient<sup>38</sup>. Cette fois, plus que les réticences de la Fondation Ford, ce sont les résistances internes à la SVIMEZ qui ont en partie raison du Centre dont l'existence s'achève peu après la fin de la seconde subvention de la Fondation, ce qui est un échec pour celle-ci<sup>39</sup>.

Les Fondations ne suivent pas nécessairement la logique du zonage du Département d'Etat et/ ou du NSC. Les liens transatlantiques (qui ne concernent bientôt plus seulement l'Europe mais aussi l'Afrique) ne s'arrêtent pas aux frontières des pays fortement ancrées dans l'alliance pas plus qu'elles ne séparent strictement le continent des îles britanniques. Les voyages des officiels de la fondation Rockefeller et les rapports qui sont rédigés à partir des entretiens avec les universitaires européens couvrent l'ensemble du continent des pays démocratiques occidentaux. Le développement des savoirs académiques que les fondations considèrent comme stratégiques dans la formation des élites et pour une meilleure connaissance du monde (le domaine vaste des sciences sociales et politiques ; l'étude des aires culturelles et des relations internationales...) est systématique conçue contre devant être synchronisé entre tous les pays. Les exemples ne manquent pas. En 1950, les officiers de la fondation Rockefeller affirmaient leur intention de renforcer les études en sciences politique « dans des université européennes choisies » sans qu'entre d'aucune manière la question cruciale du danger communiste ou du renforcement du lien atlantique<sup>40</sup>. En 1966, un rapport commandé par la

---

<sup>37</sup> « Report : Proposal to establish a Western European branch of the School of Advanced International Studies », dans Archives de la JHU / SAIS / Bologna Center (désormais AJHUB), Box 1. Bologna Center Director, Series 1: reports, 1954-1967 et Ford Foundation records, PA 63-139, Section 1, sans date (mais sans doute 1961), part 1, « The Formative Years of the Center ».

<sup>38</sup> Téléx envoyé par le ministère des Affaires étrangères à la présidence du Conseil italien en date du 7 mai 1958 consulté dans Archives SVIMEZ (Rome), Serie 14, Centro per gli studi sullo sviluppo economico, Sotto-serie 1, coll : 400, corrispondenza, fasc. 1. L'importance que l'Italie vient en aide aux pays en voie de développement est affirmée à plusieurs reprises par la diplomatie américaine (rapport du NSC 6014 16 août 1960 consulté dans FRUS 1958-1950, Western Europe, volume 7, part 2 : <https://history.state.gov/historicaldocuments/frus1958-60v07p2/d278>).

<sup>39</sup> Rappelons que le principe des subventions accordées par les Fondations est d'aider à créer ou à se développer des centres de recherche ou autres institutions qui, à la fin des subventions, puissent poursuivre leurs activités de façon autonome et avec succès.

<sup>40</sup> RAC, RF, RG 1. 2., 751 Italy, University of Turin, box 17, folder 196, Grant-in-aid daté sur 28 janvier 1964.

fondation Ford sur l'état des sciences sociales concernait toute l'Europe sans aucune distinction et ne se limitait pas à vouloir les pays où les partis communistes étaient forts<sup>41</sup>.

En outre, le Département d'Etat suit une politique qui sinue nécessairement au gré des changements de majorité et des événements de politique internationale. En 1950, la situation est jugée critique. Tel n'est plus le cas en 1961 quand les conseillers de Kennedy autorisent l'ouverture du gouvernement au Parti socialiste. Et même entre ces deux dates, la stratégie dans le domaine de l'éducation des élites est différente. Le Département d'Etat veut développer les études américaines en créant des chaires *ad hoc* dans les Universités italiennes afin de corriger l'image négative qu'auraient les Italiens des États-Unis<sup>42</sup>. Cela n'intéresse guère les officiers de la fondation Rockefeller<sup>43</sup>. Quand l'USIS tente de convaincre Giovanni Sartori d'entreprendre des études électorales sur toute l'Italie, l'universitaire florentin doute de la faisabilité du projet, ce qu'approuve l'envoyé de la fondation Rockefeller<sup>44</sup>. Enfin les programmes d'échanges du style Fulbright n'ont pas la même visée que les *fellowships* de la fondation Rockefeller à but exclusivement scientifique pour favoriser la fertilité croisée des savoirs. Enfin et surtout les fondations l'obéissent pas à une logique purement politique, mais s'en tiennent à l'évaluation des forces et faiblesses du système universitaire des pays visés. Le principe du non renouvellement au-delà de deux subventions est strictement appliqué à de rares exceptions près par les deux fondations. La greffe doit prendre – les gouvernements locaux doivent assurer la pérennité des centres ou instituts financés par les fondations – ou pas. La fondation Rockefeller se dégage de l'Europe après 1959 (sauf exceptions) pour investir désormais en Afrique ou en Amérique latine. Le Département d'Etat réinvestit l'Allemagne occidentale au moment de la crise de Berlin. Il faut toutefois noter qu'il peut compter sur la fondation Ford plus proche du pouvoir. Celle-ci accepte de poursuivre le financement du Congrès pour la Liberté de la Culture (opération menée par la CIA)<sup>45</sup>. Elle en fait de même pour éviter la fermeture du centre bolonais de la SAIS. Et c'est sans doute en parfait accord avec le Département d'Etat qu'elle subventionne le CERI (FNSP)<sup>46</sup> comme, au même moment, elle aide Altiero Spinelli à monter son projet d'Institut des Affaires Internationales<sup>47</sup>.

<sup>41</sup> Frédéric Attal, « L'action de la Fondation Ford en Europe et la promotion des sciences sociales : le rapport de Robert Taylor Cole de 1966 », colloque sur *Faire l'histoire contemporaine de la mondialisation culturelle*, 23-24 octobre 2014, IDHE Nanterre, ICEE Paris III, sous la direction de François Chaubet, Presses Universitaires de Nanterre, 2018.

<sup>42</sup> Pour tout ce qui concerne l'image négative de la culture américaine en Europe et le programme des American Studies, voir Richard Pells, *Not like us. How Europeans have loved, hated and transformed American Culture since World War II*, New York, 1997 ; Giles Scott-Smith, « The Ties that Bind : Dutch-American Relations, US Public Diplomacy and the Promotion of American Studies since the Second World War », *The Hague Journal of Diplomacy*, 2, 2007, p. 283-305 et le travail complet qui concerne le cas espagnol de Francisco J Rodríguez Jiménez, *¿Antídoto contra el antiamericanismo? American Studies en España, 1945-69*, Valencia, PUV, 2010.

<sup>43</sup> RAC, RF, Edward F. D'Arms officer's diary, Rome Italy, April 19, 1949, p. 2, folder jan-june 1949, box 11, RG 12, 1949 et Edward F. D'Arms officer's diary, Rome, April 23, 1956, folder Jan-June 1956, box 13, RG 12, 1956.

<sup>44</sup> RAC, RF, general correspondence, RG 2, 1952-1957 (FA425). Subgroup 1956: General Correspondence; Series 1956/700 : Europe; Subseries 1956/700.S : Europe-Social Sciences. Box 71. Europe-Diary of trip to Europe-Kenneth Winfred Thompson, October 26-27<sup>th</sup>, 1956.

<sup>45</sup> Pierre Grémion, *Intelligence de l'anticommunisme. Le Congrès pour la liberté de la culture 1950-1975*, Paris, Fayard, 1995, Peter Coleman, *The Liberal Conspiracy. The Congress for Cultural Freedom and the Struggle for the Mind of Postwar Europe*, New York, The Free Press, Macmillan, 1989 ; Giles Scott-Smith, *The Politics of Apolitical Culture. The Congress for Cultural Freedom, the CIA and Post-War American Hegemony*, Londres, Routledge, 2002.

<sup>46</sup> Après la fondation Rockefeller dont elle prend le relais, la fondation Ford aide par deux fois le CERI. La seconde fois, la fondation Ford évoque clairement le contexte des relations difficiles entre la France et les États-Unis. Il s'agit d'élargir le nombre de jeunes experts dans le domaine des relations internationales au sein de la communauté atlantique, experts qui joueront un rôle dans la définition de la politique étrangère de leur pays comme dans les organisations internationales (RAC, Ford Foundation records, Grant-in-aid 64-297, section 1,

### *Une exportation du modèle américain ?*

Il ressort des divers cas étudiés que les intentions prescriptives tant du Département d'Etat que des fondations sont indéniables : il s'agit de favoriser un rapprochement des systèmes de formation des élites de chaque côté de l'Atlantique par une homogénéisation des savoirs enseignés (économétrie, sciences sociales et politiques empiriques, relations internationales). Pour autant, comme dans les cas étudiés par Ludovic Tournès pour la France de l'entre-deux-guerres, on ne peut pas conclure à l'imposition d'un modèle, une acceptation sans résistance d'une conquête étatsunienne de l'hégémonie intellectuelle et culturelle sur la communauté atlantique.

Il faut d'abord insister sur un point souvent négligé. Les fondations répondent avant tout à une *demande des responsables des centres et instituts visités*. Le besoin de financement de bibliothèques et de centres de recherche est criant après 1945 et la plupart des universitaires européens, singulièrement ceux qui ont vécu l'isolement hermétique imposé par les régimes totalitaires, n'aspirent qu'à rattraper un retard de parfois vingt années de recherche dans des domaines aussi pointus et cruciaux que l'économie ou les sciences politiques par exemple. Ainsi, en 1945, Roger Seydoux, directeur de l'Ecole libre des sciences politiques explique à son interlocuteur Joseph Willits responsable du développement des sciences sociales en Europe pour la fondation Rockefeller, que la France manque de personnes compétentes sur le fonctionnement de la démocratie politique et qu'il convient de former une nouvelle élite. L'intention, le programme et la vision de la société sont bien autochtones<sup>48</sup>.

Il en est de même en Italie où Cavazza teinte d'une couleur sombre les études italiennes en sciences politiques pour mieux justifier ses demandes de subvention. Or très souvent les officiers des fondations n'ont pas une vision si négative. Certes les besoins en ouvrages sont importants, certes il faut favoriser les voyages de jeunes chercheurs à l'étranger, mais les commentaires élogieux pleuvent. Kenneth Thompson (division des sciences sociales) se dit impressionné par l'ampleur des activités du groupe d'*Il Mulino* et ce, dès 1956 avant même toute forme de subventions. La série de travaux en sciences sociales que les jeunes Bolognais ont publiés ont attiré l'attention d'universitaires et de publicistes hors de l'Université<sup>49</sup>. L'Institut de science politique de Turin a un avenir « comparable à celui de l'Institut d'études politiques de Paris »<sup>50</sup>. On pourrait multiplier les exemples à l'envi.

Ensuite, comme les exemples parisiens, florentin, bolognais et turinois le démontrent, les fondations n'investissent que sur des centres de recherche et des instituts existants, promoteurs et / ou déjà solides. Dans le cas de la FNSP, les officiers de la fondation Rockefeller sont persuadés qu'ils tiennent là un centre à rayonnement international, donc digne d'être aidés. Les fondations encouragent, subventionnent, mais ne créent pas ex-nihilo une institution toute faite. Dans le cas des sciences politiques en Italie, elles s'appuient en réalité sur des ré-

18-19 juin 1964). Sur le CERI et les fondations, voir Sabine Jansen, *Les boîtes à idées de Marianne - Etat, expertise et relations internationales en France*, Paris, Editions du Cerf, 2018

<sup>47</sup> Frédéric Attal, « L'Istituto Affari Internazionali : la creazione sofferta di un *think tank* d'intellettuali », *Memoria e Ricerca*, gennaio-aprile 2016, p. 48-76.

<sup>48</sup> RAC, Rockefeller Foundation records, projects R. G. 1.2 (FA387). Series 500: France. Subseries 500.S: France-Social Sciences. Box 18. Lettre de Willits à Philip Conley, April 17<sup>th</sup>, 1945.

<sup>49</sup> RAC, general correspondence, RG 2, 1952-1957 (FA425). Subgroup 1956: General Correspondence; Series 1956/700 : Europe; Subseries 1956/700.S : Europe-Social Sciences. Box 71. Europe-Diary of trip to Europe-Kenneth Winfred Thompson. Oct 15-Nov 10 1956.

<sup>50</sup> RAC, RF, RG 1. 2., 751 Italy, University of Turin, box 17, folder 196, May 2, 1958.

seaux déjà constitués de chercheurs italiens passés par les États-Unis (Mario Einaudi, Alessandro Passerin d'Entrèves<sup>51</sup>).

Enfin, l'opposition entre tradition théorique et improductive – d'une faible utilité pour la société et le gouvernement – des études en économie et en science politique menées en France et en Italie et l'empirisme et le pragmatisme souhaités par les fondations qui imposeraient ainsi de nouvelles normes, est forcée, le plus souvent pour justifier l'action voulue par les officiers des fondations. Si des enquêtes électorales ou de sociologie politique sont menées en Italie par la Faculté de sciences politiques de Florence ou l'Institut turinois, elles n'interrompent pas pour autant la tradition des études plus théoriques de philosophie politique, comme le montre l'exemple de Norberto Bobbio qui a pourtant eu l'idée de développer les sciences politiques dans la capitale piémontaise. Dans d'autres cas, la greffe supposée (l'économétrie et l'économie du développement en Italie) ne prend pas<sup>52</sup>.

L'absence de liens contraignants et de stratégie véritablement commune entre les fondations philanthropiques et le Département d'Etat comme l'a montré par exemple le cas italien, en dépit de réelles convergences de vues, ne permet pas de répondre par l'affirmative à la question de la tentative de conquête hégémonique du champ universitaire et intellectuel européen par les différents acteurs de la diplomatie culturelle étatsunienne. Les politiques des deux protagonistes ne pouvaient coïncider. La politique du gouvernement suit exclusivement des yeux le baromètre politique du pays visé par la diplomatie culturelle et, de façon plus distraite le système éducatif alors même que les fondations, bien que réagissant aussi inévitablement aux soubresauts politiques, regardent surtout le domaine de l'éducation et de la recherche pour justifier leurs investissements, le regard tourné vers le long terme.

**Frédéric Attal**  
**Univ. Polytechnique Hauts-de-France**

---

<sup>51</sup> Alessandro Passerin d'Entrèves a reçu une *fellowship* de trois ans de la Fondation Rockefeller pour étudier la théorie politique anglaise au XIV<sup>e</sup> siècle à Oxford, où il obtient son doctorat. Revenu en Italie où il accepte de prêter serment au régime fasciste en tant que professeur à l'Université de Turin, il participe à la Résistance puis revient enseigner à Oxford après la guerre.

<sup>52</sup> Tout autre est en revanche le bilan du Centre de spécialisation et recherche en économie de l'agriculture de Portici (près de Naples) dirigé par Manlio Rossi-Doria (Lilia Costabile, « Il Centro di specializzazione e ricerche economico-agrarie per il Mezzogiorno e la 'scuola di Portici' », dans *La formazione degli economisti in Italia (1950-1975)*, a cura di Giuseppe Garofalo e Augusto Graziani, Bologne, Il Mulino, 2004, p. 269-309 et Frédéric Attal, « Reconstruire l'Europe intellectuelle : les Fondations Rockefeller et Ford et les sciences sociales en Italie, 1945-1970 » dans Ludovic Tournès, *L'Argent de l'influence. Les fondations américaines et leurs réseaux européens*, Paris, Autrement, 2010, p. 143-163). Le centre de Portici est l'exemple même d'une imitation du modèle d'organisation des études américaine.